

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 20 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERICAP Eiffel

1 Boulevard Eiffel
BP 96
21600 Longvic

Références : 2024-310

Code AIOT : 0005402211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement BERICAP Eiffel implanté 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). Elle a consisté à veiller au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 "PFAS".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERICAP Eiffel
- 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005402211
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

BERICAP est un site de fabrication de bouchons de bouteilles en plastique.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Demande d'action corrective	2 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 18/11/2010, article 4.2.3	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a connaissance des attendus de l'arrêté du 20 juin 2023 et a entrepris les démarches pour répondre aux prescriptions. Néanmoins les campagnes d'analyses, actuellement en cours de réalisation, ont été enclenchées avec du retard par rapport au calendrier imposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des

substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Délai de restitution des résultats de la première campagne d'analyse : 27 octobre 2023.

Constats :

L'exploitant a présenté une extraction issue de sa base de données matières premières et produits. La liste porte sur les matières premières qui entrent dans la fabrication des produits élaborés sur site, les produits utilisés par la maintenance, les produits finis en attente d'expédition et les produits en cours d'analyse au laboratoire.

Deux produits contenant une substance per- ou polyfluoroalkylée (PFAS) apparaissent sur la liste :

- Un lubrifiant pour les moules d'injection. L'exploitant a indiqué qu'il est appliqué sur des mécanismes de moules qui n'entrent pas en contact avec les produits finis. Lors des maintenances, les pièces sont nettoyées en bain à ultrasons et les effluents des bains éliminés en filière spécialisée. La composition du lubrifiant fait mention de présence de perfluoropolyether à hauteur de 10 à 20 %.
- Les mousses d'extincteurs qui contiennent des PFAS. L'exploitant a indiqué que les extincteurs sont progressivement remplacés depuis 2023 pour satisfaire au règlement UE 2020/784 du 8 avril 2020.

Les formulations de l'ensemble des produits utilisés sur site sont mises à jour par une personne attitrée, sur la base des fiches de données de sécurité dans une base de données dédiée.

L'exploitant a indiqué que l'historique des demandes d'homologation a été consulté à partir de 2014 et n'a pas permis de relever d'autres substances contenant des PFAS utilisées sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intégrera la présence de substances PFAS lors de la vérification et de l'homologation des matières à approvisionner avant achat.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

Article 3

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des

zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Article 4

L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I de l'article 4.

Constats :

Les prélèvements sont réalisés en sortie du bassin étanche de 2500m³ (prévu pour la rétention des eaux pluviales) sur la buse d'écoulement déversant dans le bassin d'infiltration de 900m³, après le passage dans le séparateur d'hydrocarbures.

Le premier prélèvement a été réalisé par le prestataire le 10 juin 2024. Les échantillons ont été envoyés pour analyse au laboratoire. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les résultats devraient être disponibles à partir de juillet 2024.

L'ensemble des paramètres ont été contrôlés (20 PFAS et Fluor organique adsorbable - AOF).

Le deuxième prélèvement est prévu le 8/07/2024 et le troisième le 19/08/2024.

Non-conformité :

L'exploitant a réalisé une seule campagne d'identification des substances PFAS et AOF de ses rejets sur les trois campagnes demandées.

L'exploitant a indiqué avoir eu des difficultés à mandater un laboratoire d'analyse fin 2023. Les analyses ont débuté en juin 2024 après sélection d'un prestataire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera si les eaux de voiries côté boulevard EIFFEL qui sont dirigées vers le bassin d'infiltration de 900m³ sont considérées comme souillées ou non par des PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de

l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a mandaté un prestataire pour le prélèvement des échantillons de rejets d'eaux pluviales. Ce prestataire est accrédité pour la réalisation d'échantillons en eaux résiduaires. Il sous-traite les analyses à un laboratoire accrédité par le COFRAC pour les analyses des 20 PFAS et AOF définis dans l'arrêté du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : L'échantillonnage a été réalisé par le prestataire en sortie du bassin étanche de 2500m3 (prévu pour la rétention des eaux pluviales) après passage dans le séparateur à hydrocarbures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera pourquoi le prélèvement sur 24 h n'était pas réalisable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de

<p>quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports d'analyses n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 1^{er} juillet 2024 le rapport d'analyse de la première campagne de prélèvement. Les limites de quantification mentionnées dans les rapports d'analyses sont conformes aux prescriptions de l'arrêté.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a ainsi pas été en mesure de contrôler le respect de ce point de contrôle pour les 2 autres campagnes de prélèvement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera que les limites de quantification sont bien respectées pour les 2 autres campagnes d'analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. Délai de restitution des résultats de la première campagne d'analyse : 27 octobre 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 25 juin 2024, l'exploitant a transmis le rapport de la 1^{re} campagne d'analyse à l'inspection des installations classées sous l'application GIDAF (la date limite étant fixée au 27 octobre 2023).</p> <p>Non-conformité : À la date de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas réalisé les campagnes d'analyses 2 et 3 et n'a donc pas transmis sous GIDAF les rapports d'analyses à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2010, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux de collecte
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence de végétaux (diverses herbes et un arbuste) dans le bassin de collecte des eaux du site. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que : <ul style="list-style-type: none">• le dernier curage a été réalisé il y a plus de 2 ans ;• le maintien d'un niveau d'eau constant, vanne fermée, permet de justifier de l'étanchéité du bassin. Cette organisation ne permet pas de garantir le bon état du bassin des eaux de collecte et son étanchéité. Non conformité : L'exploitant ne s'assure pas par des contrôles appropriés et préventifs du bon état et de l'étanchéité du bassin de collecte des eaux du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours